



Région Centre

CONSEIL REGIONAL

LE CONSEILLER REGIONAL

Jean-Claude DELANOUE

Président de la Commission

« Economie et Emploi »

Président de l'Association Départementale des

Elus Communistes et Républicains du Loir-et-Cher

Romorantin, le 20 novembre 2008

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Ce matin, Nicolas Sarkozy effectuera une visite présidentielle à Montrichard sur le site de l'entreprise DAHER et rencontrera à la suite les salariés de cette entreprise. Je regrette vivement que les élus régionaux aient été écartés de cette visite éclair.

Le Président décide donc d'aller sur le terrain superviser la dure réalité de sa politique. Car qu'elle est-elle cette réalité ?

- multiplication des plans de licenciements,
- mise au chômage des intérimaires,
- secteurs d'activités sinistrés tels l'automobile, la construction, l'aéronautique etc.,
- salaires plus comprimés encore,
- dépenses publiques amputées...

Nicolas Sarkozy choisi de visiter l'entreprise aéronautique familiale DAHER. Soit. Mais n'aurait-il pas pu aller également à la rencontre des salariés des secteurs menacés ? Ce manque de courage met en lumière les catastrophes économiques de la crise financière et des choix politiques de son gouvernement qui frappent avec brutalité les salariés, les précaires et les chômeurs.

Le Président redécouvre les vertus d'un Etat protecteur en recapitalisant les banques et propose la création d'un fonds stratégique d'investissement, mais lorsqu'il s'agit de prendre des mesures visant à sauvegarder l'emploi, les vieilles recettes du capitalisme libéral, qui sont en fait au coeur de la crise, reviennent au galop : bas salaires, exonérations fiscales pour les patrons, aggravation de la précarité pour les salariés, pressions accrues sur les chômeurs, travail du dimanche...

Face à la gravité de cette situation, les solutions du Chef de l'Etat ne sont qu'illusions et ne viendront pas enrayer la longue baisse du pouvoir d'achat des citoyens.

Au contraire de cette politique, les élus communistes et républicains prônent le choix de l'emploi stable et qualifié, de la relance du pouvoir d'achat comme condition du redémarrage de l'économie. Cette crise donne une force nouvelle à des solutions alternatives, les élus communistes et républicains portent les exigences suivantes :

- augmentation immédiate des salaires et des retraites,
- coup d'arrêt à la précarisation du salariat,
- création d'un pôle financier public, au service d'une nouvelle politique du crédit favorisant l'emploi et s'opposant à la spéculation, avec les représentants des salariés et les élus des territoires,
- suppression des cadeaux fiscaux et des exonérations de cotisations qui alimentent les opérations financières et plombent les comptes publics,
- création de commissions de contrôle de l'utilisation des fonds publics attribués aux entreprises
- réorientation de ces moyens vers des Fonds Régionaux pour l'emploi,
- taxation des actifs financiers des entreprises,...

Il est de la responsabilité de la gauche de se rassembler afin d'engager les actions alternatives pour faire prévaloir cette voie novatrice. C'est nécessaire et c'est urgent pour notre pays et pour notre peuple.